Suites de l'affaire « Amélie » : Marie-Arlette Carlotti annonce un dispositif de gestion des situations critiques

La ministre déléguée chargée des personnes handicapées a renoncé à déposer un recours devant le Conseil d'Etat pour contester la décision du tribunal administratif de Cergy-Pontoise qui, statuant en référé le 7 octobre dernier, a condamné l'Etat à trouver en urgence une place en établissement médico-social pour Amélie Loquet, une jeune femme de 19 ans souffrant du syndrome de Prader-Willi (1). C'est ce qu'elle a fait savoir le 24 octobre, soit un jour seulement après avoir annoncé le recours et la prise en charge de la jeune femme dans une maison d'accueil spécialisée à compter du 4 novembre. Pour Marie-Arlette Carlotti, cette action en justice ne concernait donc pas cette situation particulière mais visait à « clarifier le rôle et la compétence de chacun des acteurs : agence régionale de santé [ARS], commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, conseil général ». Elle avait pourtant suscité l'indignation de l'Unapei (Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis), à l'origine de la volte-face de l'Etat.

Après avoir réuni le comité d'entente des associations représentatives de personnes handicapées et de parents d'enfants handicapés, la ministre a également annoncé la mise en place d'un dispositif de gestion des situations critiques, salué par l'Unapei (voir ce numéro, page 17). Ce chantier – de « court, moyen et long terme » – sera détaillé par une circulaire d'ici à la fin novembre, ont précisé ses services aux ASH.

Un dispositif à trois niveaux

La décision d'orientation des personnes handicapées dans un établissement médico-social relève des territoires – et plus précisément des maisons départementales des personnes handicapées auprès desquelles les demandes doivent être déposées –, à tout d'abord rappelé Marie-Arlette Carlotti. Certains départements, tels la Meuse, le Haut-Rhin et la Sarthe, ont mis en place des commissions de traitement des dossiers complexes, commissions que la ministre veut généraliser, en concertation avec l'Assemblée des départements de France.

Marie-Arlette Carlotti a par ailleurs annoncé la création d'une cellule d'alerte au sein des ARS, en relation avec les départements et les associations, pour prendre en charge les dossiers sans solution au niveau départemental. La ministre réunira les directeurs des agences à la mi-novembre pour leur présenter leur feuille de route et engager « très vite » la mise en place de ces cellules.

Autre mesure : la création d'un comité de suivi au niveau national, piloté par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Il devra se réunir tous les mois afin d'examiner les solutions qui ont été apportées et de « capitaliser les bonnes pratiques ». Il sera également chargé de mettre en place des procédures « rapides » pour trouver des solutions en urgence pour les cas non traités, a expliqué Marie-Arlette Carlotti.

La définition des situations critiques

Le caractère « critique » d'une situation sera défini en collaboration avec les associations, a indiqué la ministre. Pour elle, les critères pourraient être, par exemple, une situation qui dure depuis « longtemps », un entourage familial « plus fragilisé », une situation financière ou psychologique « compliquée », des menaces physiques pour la personne handicapée elle-même et sa famille. « Il s'agit de situations qui mettent en échec les prises en charge proposées dans les établissements et qui, de ce fait, génèrent pour les personnes concernées des ruptures de parcours : des retours en famille non souhaités et pas préparés, des exclusions d'établissement, des refus d'admission en établissement. Ces situations peuvent être liées à la technicité de la prise en charge requise, à la complexité des réponses à apporter », ont expliqué ses services. Etant encore précisé que « ces situations ne recouvrent pas l'ensemble des problématiques des personnes sans solution de prise en charge ».

Des contraintes plus fortes pour les établissements

Marie-Arlette Carlotti veut aussi faire évoluer la réglementation relative aux conditions d'admission des personnes handicapées dans les établissements

médico-sociaux. Rappelant qu'il n'y a pas d'obligation de prise en charge équivalente à celle qui existe dans le secteur sanitaire pour les personnes malades, elle souhaite trouver les moyens d'imposer des **contraintes d'accueil plus fortes** pour les structures susceptibles de prendre en charge les personnes en situation critique. La ministre entend également **éviter les ruptures de prise en charge** lorsque des établissements estiment qu'ils ne sont plus en capacité d'accueillir une personne dont le handicap devient trop lourd. A ce titre, elle estime qu'il faut « **plus de transparence** » sur la façon dont sont gérées les fins de prise en charge. **Les établissements concernés seront aidés**, a-t-elle assuré, sans toutefois entrer dans le détail d'un dispositif qui devra être défini avec les associations. Autre mesure dans ce domaine: les missions du numéro national de signalement des maltraitances envers les personnes âgées et les personnes handicapées - 3977 - vont être étendues aux cas de rupture de prise en charge. Enfin, un chantier plus large visera à **adapter les organisations** en matière d'accompagnement des personnes handicapées **dans l'ensemble des secteurs**: médico-social, établissements de santé, psychiatrie, médecine libérale, offre de répit, équipes mobiles, centres de ressources... « *Le pilotage, les modalités de travail des groupes et leur composition seront précisés dans les prochains jours* », ont indiqué les services de Marie-Arlette Carlotti. ■

Lydia Laga

(1) Voir ASH n° 2828 du 11-10-13, p. 38.

En bref

Lutte contre la maltraitance. Dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2014, les députés ont voté, le 22 octobre, l'attribution de 300 000 € supplémentaires à la lutte contre la maltraitance et la promotion de la bientraitance des personnes âgées et des personnes handicapées, portant le montant total des crédits dédiés à un peu plus de 1,9 million d'euros (soit + 19 %). Une initiative dont s'est félicitée la ministre déléguée chargée des personnes âgées et de l'autonomie qui, dans un communiqué du 30 octobre, a précisé que ces 300 000 € permettront de développer le nombre d'antennes locales reliées au dispositif d'appel national de signalement des maltraitances - le 3977. Selon elle, « en 2014, une vingtaine d'antennes locales du 3977 seront ainsi ouvertes dans des départements non encore couverts ». ■

L'Agefiph dresse un bilan en demi-teinte pour l'emploi et le chômage des travailleurs handicapés

À la fin du mois de juin 2013, 387 107 actifs handicapés étaient demandeurs d'emploi (1), soit **une augmentation de 14 % en 12 mois** (après + 17,2 % entre 2011 et 2012), alors que le nombre total de demandeurs d'emploi a augmenté de 9 % sur la même période (contre 8,6 % en 2012). En cinq ans, le nombre de demandeurs d'emploi handicapés a augmenté de **plus de 70 %**. C'est ce qu'indique l'Agefiph (Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées) dans son dernier bilan de l'emploi et du chômage des personnes handicapées (2). Pour l'organisme, cette forte hausse s'explique en partie par « **des destructions d'emplois massives dans des secteurs où les travailleurs handicapés sont surreprésentés comme l'industrie** », « **une concurrence accrue sur le marché du travail avec des travailleurs handicapés fragilisés, ayant notamment une ancienneté d'inscription importante (en moyenne supérieure de 6 mois à celle du tout public)** », un recul de l'âge de la retraite ayant pu conduire à un maintien sur le marché du travail ou encore une

« **forte croissance** » des décisions de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (+ 28 % entre 2007 et 2010, dernier niveau connu).

Toutefois, le nombre d'insertions dans l'emploi est reparti à la hausse au premier semestre 2013, se félicite l'Agefiph. Les Cap emploi ont ainsi contribué à **29 466 recrutements** de travailleurs handicapés, tous types de contrats confondus, soit une **augmentation de près de 10 % en un an**. La part des contrats à durée indéterminée (CDI) conclus est en revanche en légère baisse (20 % au premier semestre 2013, contre 21 % au premier semestre 2012). Et la hausse des recrutements a plus particulièrement concerné les contrats à durée déterminée (CDD) de 12 mois et plus, dont le nombre a presque doublé en un an, souligne encore l'organisme. Par ailleurs, **deux tiers des insertions durables** (CDI ou CDD de 6 mois et plus) **ont été réalisées via des contrats aidés**. Ainsi, sur les six premiers mois de l'année 2013, l'Agefiph a comptabilisé **19 373 embauches en contrat unique d'insertion-contrat d'accompagnement dans l'emploi** ainsi que **1 882 embauches en contrat unique d'insertion-contrat initiative emploi** (contre respectivement 16 744 et 4 481 sur l'ensemble de l'année 2012). Par ailleurs, l'aide à l'insertion professionnelle de l'Agefiph a permis de recruter **2 296 travailleurs handicapés, dont 82 % en CDI**. Et 792 travailleurs handicapés ont été embauchés en emploi d'avenir (soit 3,1 % de l'ensemble des bénéficiaires), dont 90 % dans le secteur non marchand (3).

Les entrées en formation pour les personnes handicapées accompagnées par les Cap emploi ont progressé au premier semestre 2013, se réjouit enfin l'Agefiph. C'est plus particulièrement le cas pour les formations de remise à niveau et préqualifiantes (+ 18 %). En revanche, les recrutements en **contrat d'apprentissage et en contrat de professionnalisation** ont respectivement reculé de 30 % et de 37 %. Une évolution à prendre « **avec précaution** », souligne toutefois le fonds, compte tenu des modifications de son offre d'intervention en 2012 (4).

A noter: l'Agefiph a également diffusé des données relatives au devenir professionnel des personnes handicapées ayant bénéficié d'une embauche « primée » en 2011 (5), tandis que le ministère du Travail a détaillé les chiffres de l'emploi et du chômage des personnes handicapées ayant une reconnaissance administrative de leur handicap en 2011 (6). ■

(1) Personnes inscrites à Pôle emploi en catégories A, B et C, tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

(2) *Tableau de bord national* - N° 44 - Septembre 2013 - Disponible sur www.agefiph.fr.

(3) Rappelons que, depuis le 1er janvier dernier, l'Agefiph a renforcé son aide à l'insertion professionnelle et a mis en place une nouvelle aide visant à soutenir les emplois d'avenir - Voir ASH n° 2793 du 18-01-13, p. 31.

(4) L'Agefiph a en effet renforcé ses aides à l'alternance en juin 2012. L'organisme a en outre mis en place, en juin 2013, un plan « alternance » pour relancer les contrats d'apprentissage et de professionnalisation - Voir ASH n° 2817 du 5-07-13, p. 41.

(5) *Tendances - La lettre des études et évaluations de l'Agefiph* - N° 6 - Septembre 2013 - Disp. sur www.agefiph.fr.

(6) *Dares Analyses* - N° 066 - Octobre 2013 - Disp. sur www.travail-emploi.gouv.fr.

PERSONNES HANDICAPÉES

Affaire « Amélie » : satisfaction des associations après les annonces ministérielles

Soulagement. L'Etat a finalement renoncé à faire appel devant le Conseil d'Etat dans l'affaire « Amélie » (1). L'Unapei (Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis), qui avait aussitôt dénoncé l'attitude du gouvernement, a par conséquent annulé sa mobilisation prévue le 28 octobre. La ministre déléguée chargée des personnes handicapées, Marie-Arlette Carlotti, a en outre annoncé qu'un dispositif de gestion des situations critiques serait instauré pour apporter des solutions aux familles qui attendent une place en établissement (voir ce numéro, page 5). D'où la satisfaction de l'Unapei de constater « qu'à un problème politique, une solution politique est apportée ». Ce dispositif « rejoint notre préoccupation et doit inciter les agences régionales de santé à mettre en œuvre tous les moyens pour accueillir les personnes handicapées sans solution d'accueil », se félicite Thierry Nouvel, son président. Il rappelle que le cas d'Amélie Loquet n'est pas isolé et que plusieurs milliers de personnes demeurent sans solution. Elle a d'ailleurs remis 13 dossiers de familles en attente à la ministre.

L'association Prader-Willi France – syndrome dont est atteinte Amélie Loquet – veut néanmoins aller plus loin.

Afin d'être certaine que les dispositifs mis en place permettent vraiment l'application du droit à l'accompagnement des personnes handicapées, elle a décidé de saisir le défenseur des droits. D'autant qu'elle redoute que la multiplication des recours en justice n'induisse « une judiciarisation néfaste à la construction de vraies solutions ». Les structures « risquent, par peur de la sanction judiciaire, de fermer la porte à la prise en charge ». Par ailleurs, si elle salue les mesures annoncées par la ministre, l'association formule plusieurs propositions. « Les établissements doivent être mieux préparés à l'accueil de personnes atteintes d'une maladie rare », défend François Besnier, son président. Il invite ainsi au renforcement de la collaboration entre les établissements médico-sociaux et ceux du soin. Ce qui implique que les centres de référence « maladies rares », créés dans le cadre du plan « maladies rares » et qui regroupent des équipes hospitalo-universitaires spécialisées, se dotent de « professionnels de coordination sur l'aspect psychiatrique et social » permettant de faire le lien entre les deux secteurs. L'association plaide également pour la mise en place de solutions d'accueil temporaire, afin de préparer la famille et l'enfant handicapé à un accueil en établissement à plein temps. Enfin, elle demande au ministère de la Santé de lancer un groupe de travail associant les représentants de l'Etat, les professionnels du secteur médico-social et les représentants des familles, chargé de formuler des recommandations sur l'évolution des procédures d'examen des dossiers et de la réglementation, l'extension des solutions de répit et la coordination des parcours. ■ **Noémie Colomb**

(1) Voir ASH n° 2828 du 11-10-13, p. 38 et 12.

L'Unapei veut améliorer la retraite des publics en situation de handicap

Ce sont finalement les députés qui examineront les propositions d'amendements de l'Unapei (Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis) sur le projet de loi « garantissant l'avenir et la justice du système de retraite ». Adopté en première lecture le 15 octobre à l'Assemblée nationale, celui-ci devrait en effet être rejeté au Sénat et revenir à l'Assemblée nationale, qui dispose du « dernier mot ». L'Unapei souhaite que les personnes reconnues comme ayant la qualité de travailleur handicapé (RQTH) puissent accéder à la retraite anticipée des travailleurs handicapés réservée, dans le projet de loi, à celles justifiant d'un taux d'incapacité compris entre 50 et 79 %. Par ailleurs, selon elle, l'allongement de la durée de cotisation ne doit pas avoir d'impact sur les durées requises. Comme de nombreuses organisations (1), elle demande en outre que les personnes percevant des pensions de base inférieures au seuil de pauvreté soient exonérées du report de la revalorisation des pensions du 1^{er} avril au 1^{er} octobre.

Enfin, l'Unapei réclame la rétroactivité des mesures concernant les aidants (majoration de la durée d'assurance pour les personnes ayant eu à leur charge un adulte lourdement handicapé, suppression de la condition de ressources pour l'accès à l'assurance vieillesse des parents au foyer). ■

(1) Voir ASH n° 2824 du 13-09-13, p. 19.

En bref

Partenariat. La Fédération nationale des associations de l'aide familiale populaire (Fnaafp/CSF) et le Groupement pour l'insertion des personnes handicapées physiques (GIHP), qui partagent « des valeurs et des positions communes » ont signé, le 29 octobre, un partenariat afin de « porter ensemble la voix de leurs adhérents » et de « développer conjointement leurs services actuels ou des services innovants ». L'objectif est de mieux répondre aux

préoccupations des familles, des personnes âgées et des personnes handicapées qui cherchent à préserver leur autonomie à domicile. •

Emploi des personnes handicapées.

Méconnaissance du handicap, du cadre législatif, difficultés à mobiliser les dispositifs dédiés... Les entreprises de l'économie sociale et solidaire n'emploient pas suffisamment de personnes handicapées. Deux guides gratuits, publiés par la mutuelle Chorum, visent

à les aider à remédier à cette situation. •

S'engager dans une politique en faveur de l'emploi des personnes handicapées et S'engager dans une politique d'achats responsables, un outil pour passer à l'action - Disponibles www.chorum.fr.

Appel à projets. Accéder aux dispositifs de prévention, de dépistage ou de soins peut se révéler difficile pour les personnes handicapées vieillissantes. Le Comité national coordination action handicap et les régimes de retraite complémentaire AGIRC et ARRCO entendent

récompenser d'une dotation de 50 000 € un projet ou une expérimentation porté par tout organisme, privé, public ou associatif, visant à faciliter l'accès aux soins de ces publics – soutien aux dispositifs d'information, d'orientation et d'accompagnement, mise en place de solutions innovantes en établissement, actions de sensibilisation auprès des professionnels de la santé... –, qu'ils vivent à leur domicile ou en établissement. •

Date limite de remise des dossiers : 17 janvier 2014 - Rens. sur www.ccah.fr.